



HAL
open science

Vers des solidarités alimentaires territorialisées... Retour sur la recherche-action SOLALTER menée en Bretagne

Catherine Darrot, Julien Noel

► To cite this version:

Catherine Darrot, Julien Noel. Vers des solidarités alimentaires territorialisées... Retour sur la recherche-action SOLALTER menée en Bretagne . *Anthropology of Food*, 2018. ⟨hal-01718364⟩

HAL Id: hal-01718364

<https://hal.science/hal-01718364v1>

Submitted on 27 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Auteurs :

<p><u>Catherine Darrot</u> MCF en sociologie, Agrocampus-Ouest - Département MILPAT ; ESO-Rennes, ESO UMR 6590-CNRS. Email : catherine.darrot@agrocampus-ouest.fr</p>	<p><u>Julien Noel</u> MCF contractuel en géographie, Université de Rennes ; ESO-Rennes, ESO UMR 6590-CNRS. Email : julien.noel@univ-rennes2.fr</p>
---	--

[TITRE] =

« *Vers des solidarités alimentaires territorialisées... Retour sur la recherche-action SOLALTER menée en Bretagne* ».

[RESUME] =

L'objet de notre contribution porte sur les articulations et les interactions entre plusieurs mouvements engagés dans le champ d'une alimentation responsable, locale, solidaire et accessible pour tous. Au travers de la recherche-action SOLALTER (SOLidarités Alimentaires TERRitorialisées) menées entre 2012 et 2014 en Bretagne, notre analyse cherche à comprendre comment ces initiatives de solidarités alimentaires (groupements d'achat, jardins collectifs, épiceries...) émanant de dispositifs classiques d'aide alimentaire ou d'innovations sociales de circuits courts peuvent se compléter et permettre ainsi un meilleur accès à une alimentation de qualité pour tous sur leur territoire. Après avoir présenté le contexte de notre recherche-action centrée sur un inventaire territorial des initiatives de solidarités alimentaires en Bretagne, nous examinons plus particulièrement huit de ces initiatives, représentatives de la variété identifiées sur le territoire breton. Une approche par indicateurs permet d'en synthétiser et d'en comparer les principales caractéristiques de formes et de fonctionnements. La discussion porte sur les enseignements généraux révélés par ces initiatives quant au jeu de constantes et aux enjeux-clés auxquels elles restent confrontés, dans une perspective de comparaison inter-régionale et de portée plus nationale.

[MOTS-CLES] = aide alimentaire, circuits courts, solidarités territoriales, Bretagne

[INTRODUCTION]

Paniers solidaires, jardins partagés, ateliers participatifs de transformation, approvisionnement local des dispositifs d'aide alimentaire... Les initiatives solidaires pour rendre accessible à tous une alimentation locale de qualité émergent depuis plusieurs années sur divers territoires, et s'inscrivent globalement dans les quatre axes prioritaires formulés par le Programme national de l'alimentation (PNA) de 2014 : justice sociale, éducation alimentaire de la jeunesse, lutte contre le gaspillage alimentaire et ancrage territorial et mise en valeur du patrimoine¹. En France, ils font ainsi l'objet de multiples recueils d'expériences, comme l'illustrent les recensements nationaux de la FNAB (Touret *et al.*, 2011) ou du RRF (2010), ou des études plus « régionales » émanant de services déconcentrés de l'État – IREPS en Languedoc-Roussillon (Le Bihan *et al.*, 2014), DRAAF de Rhône-Alpes (Mazon, 2012) – ou bien encore de divers réseaux associatifs tels que *Voisins & Citoyens en Méditerranée*

¹ URL : <http://agriculture.gouv.fr/un-nouveau-souffle-pour-le-programme-national-pour-l'alimentation>

(Paturel, 2010a) ou *Bleue comme une orange* (2012) dans l'agglomération toulousaine², etc. Toutefois, si ces dynamiques de territorialisation de solidarités alimentaires semblent amorcer un renouvellement des liens entre le monde agricole et le monde social, elles n'ont pas pour autant (encore) toutes fait l'objet d'analyses approfondies, à l'exception de certains travaux précurseurs sur l'approvisionnement local d'antennes alimentaires (les Restos du cœur dans l'Hérault, cf. Le Velly et Paturel, 2013 ; Paturel, 2012) ou sur le réseau d'épiceries sociales et solidaires (projet ECOALES-Uniterres³, cf. Duboys de Labarre, 2013 ; Delavigne, 2012).

Dans ce contexte émergent et original, notre contribution se concentre sur les articulations et les interactions entre plusieurs mouvements engagés dans le champ d'une alimentation responsable, locale et solidaire sur le territoire breton, au croisement des problématiques de l'aide alimentaire et de la relocalisation de l'approvisionnement alimentaire. Deux constats initiaux ont justifié notre démarche de recherche-action sur les initiatives de solidarités alimentaires locales bretonnes : d'une part, les dispositifs d'aide alimentaire peinent à mobiliser les produits agricoles de leurs territoires d'action et à contribuer à stabiliser la prise d'autonomie socio-économique de « leurs bénéficiaires » ; d'autre part, les démarches de circuits courts alimentaires pâtissent – souvent en dépit du souhait et des efforts des porteurs de projet - d'un manque de démocratisation sociale et équitable et réfléchissent de plus en plus aux moyens d'y pallier. À l'instar d'autres expériences interventionnelles régionalisées à la même période – Languedoc-Roussillon (Paturel 2013 ; 2010b) et Poitou-Charentes / Aquitaine (Duboys de Labarre, 2013 ; Delavigne 2012) –, le projet de recherche-action SOLALTER (SOLidarités Alimentaires TERritorialisées, 2012-2014)⁴ a ainsi souhaité contribuer à ce débat en cherchant à comprendre comment ces initiatives participent conjointement à un meilleur accès à une alimentation de qualité pour tous en Bretagne.

Deux termes de références, tels qu'ils ont été mobilisés dans le projet SOLALTER, méritent ici d'être plus particulièrement explicités. Nous avons entendu par « bénéficiaires » l'ensemble des personnes bénéficiant des services alimentaires procurés par les initiatives étudiées : distributions de colis par les grandes antennes de l'aide alimentaire, adhérents d'associations (jardins partagés, groupements d'achat...), acheteurs des épiceries sociales et solidaires... Si dans la plupart des cas les personnes demeurent peu solvables, certaines des initiatives se sont cependant fixées une priorité d'inclusion sociale, en gommant autant que possible dans leurs activités la limite entre personnes solvables et non solvables : dans ce cas, nous avons entendu par « bénéficiaires » l'ensemble des adhérents et participants à cette initiative. De son côté, le terme de « bénévoles » identifient les personnes donnant volontairement de leur temps pour faire fonctionner les initiatives étudiées, en dehors du salariat.

Par ailleurs, nous avons eu recours à la notion de « qualité alimentaire » sans adopter de définition normative ou conventionnelle, tout en n'omettant pas le fait que cette notion de qualité résulte d'une construction socio-économique et institutionnelle très largement située dans des dynamiques spatiales et temporelles marquées, comme relevant de significations et de valeurs particulières (cf. entre autres Goodman, 2003 ; Stanziani, 2004 ; Fumey, 2008). Ce

² FNAB : Fédération nationale d'agriculture biologique // RRF : Réseau rural français // IREPS : Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé // DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

³ La recherche interventionnelle « Empowerment, comportement alimentaire et économie solidaire » associe le monde de l'économie solidaire – l'intervention Uniterres porté par l'ANDES – et le monde de la recherche (sociologie, anthropologie, économie et épidémiologie nutritionnelle). Pour plus d'informations, cf. URL : <http://www.epicerie-solidaires.org>

⁴ Le projet SOLALTER a été soutenu par la Région Bretagne (Appel à projet Ascosc, (2013 2014), la Fondation de France & Fondation Carasso (2014-2015), le FEADER (via le Réseau Rural Breton en 2013).

terme a en effet constitué une des clés d'entrée pour décrypter les justifications des porteurs de projet et leur cadre de référence. « Qualité alimentaire » a pu par conséquent désigner tout à tour la simple notion de quantité suffisante, une répartition équilibrée des nutriments garantissant la réduction de risques (d'obésité, de diabète ou de carences), ou assez souvent, l'accès – possible ou encouragé – à des produits locaux, frais, de saison (parfois biologiques) tels que les fruits, les légumes, la viande, les laitages, etc., plutôt qu'à une majorité d'aliments industriels très transformés (conserves, produits à base de céréales ultraraffinées,...).

Mobilisant l'Unité Pédagogique « Sciences Humaines et Territoire » d'Agrocampus Ouest rattachée à l'UMR CNRS 6590 ESO ainsi que les CIVAM de Bretagne⁵, cette recherche s'est donc centrée sur les initiatives de solidarités alimentaires montrant un lien avec leur propre territoire d'action. Plus précisément, le projet SOLALTER a souhaité analyser les caractéristiques et les trajectoires d'initiatives développées ces dix dernières années en Bretagne. Pour ce faire, trois questions ont animé cette recherche-action : Comment décrire et caractériser ces initiatives ? Quelles sont les constantes observées ? Quelles potentialités de mise en réseau et de lisibilité de ces initiatives ?

Il convient toutefois ici de souligner le caractère particulier de la Bretagne à l'égard de ces solidarités alimentaires territoriales. Le Recensement général de l'agriculture (RGA) de 2010 situe ainsi la Bretagne parmi les régions françaises dans lesquelles la proportion d'exploitations commercialisant tout ou partie de leur production en circuits courts (vente directe du producteur au consommateur, ou un seul intermédiaire maximum entre eux) reste assez faible, avec une moyenne inférieure à 10% (soit quelques 3600 exploitations)⁶. En effet, la région est avant tout marquée du point de vue historique par une très forte pénétration du modèle agro-industriel modernisé, développé au cours des Trente Glorieuses et plutôt renforcé depuis sur certaines spécialisations productives ; une étude récente de la Chambre d'agriculture régionale montre que la Bretagne produit ainsi près de 58% des porcs français, 33% des volailles, 22% du lait et 25% des tomates⁷. Pour autant, la culture de la solidarité autour de l'agriculture en milieu rural constitue également une composante historique : l'ancrage très significatif du mouvement jaciste (Jeunesses agricoles chrétiennes, JAC) et plus largement des valeurs chrétiennes dans la culture rurale bretonne du XX^e siècle (Purseigle, 2004 ; 2005) encouragent encore aujourd'hui selon nous les initiatives privées et associatives solidaires liées à l'agriculture et à l'alimentation. La région Bretagne présente par conséquent un profil particulier : faible emprise des circuits courts alimentaires dans la structuration du secteur agricole commercial, mais culture de la solidarité dans la sphère rurale privée en particulier associative. Ces caractéristiques régionales déterminent en partie l'orientation des types d'initiatives observées dans notre projet SOLALTER ; elles encouragent également de futures comparaisons inter-régionales, sur lesquelles nous reviendrons en conclusion.

Dans le cadre de cette recherche-action, notre démarche méthodologique a d'abord consisté, au travers d'enquêtes qualitatives, en un inventaire aussi exhaustif que possible des initiatives de solidarité alimentaire territorialisées dans chaque département breton (Chrétien, 2012, pour

⁵ Unité mixte de recherche (UMR) du Centre National pour la Recherche Scientifique (CNRS) 6590 « Espaces et Sociétés » (ESO) // Fédération Régionale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM).

⁶ Ce même RGA de 2010 donne ainsi une moyenne de 21 % pour l'ensemble des agriculteurs français. URL : http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_primeur275.pdf

⁷ D'après les chiffres 2016 fournis par la Chambre d'agriculture de Bretagne. URL:

[http://www.bretagne.synagri.com/ca1/PJ.nsf/TECHPJPARCLEF/27516/\\$File/ABC_Francais-2016-WEB.pdf?OpenElement](http://www.bretagne.synagri.com/ca1/PJ.nsf/TECHPJPARCLEF/27516/$File/ABC_Francais-2016-WEB.pdf?OpenElement)⁸ URL : <http://www.projet-solalter.org>

l'Ille-et-Vilaine ; Le Coq, 2013, pour les Côtes d'Armor ; Colbert *et al.*, 2014, pour le Morbihan ; Gautier, 2014, pour le Finistère). Une *base de données* a été progressivement alimentée afin de proposer un panorama des 43 initiatives bretonnes répertoriées ; celle-ci s'organise sous forme de fiches-initiatives et récapitule les éléments suivants : objectifs, description, valeurs fondatrices, historique, public visé, volumes alimentaires mobilisés, origine des produits alimentaires, porteurs de l'action, réseaux et partenaires, nature et origine des financements, facteurs favorisant la réussite ou l'échec de l'initiative, initiatives apparentées identifiées dans d'autres territoires. Le travail s'est poursuivi par une *analyse plus détaillée d'une dizaine d'initiatives* choisies en raison à la fois de leur représentativité de la variété régionale et de leur dynamisme permettant une meilleure capitalisation des données. À cette étape nous avons opté pour une approche monographique, i.e. à la fois une description des caractéristiques formelles de l'initiative, des entretiens détaillés avec un panel d'acteurs concernant l'histoire, les évolutions, la justification et le fonctionnement de l'initiative, et dans plusieurs cas une approche par observation participante d'un ou plusieurs chercheurs du projet SOLALTER. Ces travaux ont été menés par des étudiants de M1 et M2 (Chrétien, 2012 ; Le Coq, 2013 ; Colbert *et al.*, 2014 ; Gautier, 2014) sous la direction des chercheurs du projet et de la FRCIVAM. Parallèlement, une *mutualisation d'expériences* entre les différents acteurs, sous formes de comités de pilotage départementaux et de deux journées d'échanges régionales ont permis de nourrir les réflexions engagées (Darrot *et al.*, 2013 ; 2015) et d'amorcer une mise en réseau des acteurs (porteurs de projets, institution, élus, chercheurs). Un site internet⁸ donne accès à l'ensemble des documents produits (rapports de travaux de terrain, compte-rendus de réunions et de conférences), ainsi qu'aux monographies d'initiatives réalisées dans la cadre du projet et à certains sites institutionnels de référence.

Dans une première partie, nous présentons le contexte dans lequel s'est déroulé notre recherche-action centrée sur un diagnostic territorial des initiatives de solidarités alimentaires en Bretagne. Nous examinons par la suite plus en détail certaines de ces initiatives afin d'en révéler les indicateurs caractéristiques de leurs formes et de leurs fonctionnements, que nous discutons enfin dans une dernière partie à l'aune d'enseignements plus généraux quant au jeu de constantes et aux enjeux-clés auxquels restent confrontés ces initiatives.

[NIVEAU TITRE 1] = UN DIAGNOSTIC TERRITORIAL DES INITIATIVES DE SOLIDARITES ALIMENTAIRES EN BRETAGNE

Les initiatives étudiées dans le projet SOLALTER se situent au croisement de deux logiques, souvent peu compatibles dans leur philosophie et dans leur fonctionnement, mais que nous avons délibérément cherché à combiner :

- une logique initiée par la puissance publique représentée par les dispositifs d'aide alimentaire qui cherchent à relocaliser leur approvisionnement ;
- une logique locale portée par des citoyens et matérialisée par des expériences de démocratisation de systèmes alimentaires territorialisés eux-mêmes en pleine expansion.

[NIVEAU TITRE 2] = Un dispositif de l'aide alimentaire en France en chamboulement

L'objectif ici n'est pas de revenir dans le détail sur l'état d'insécurité ou de précarité alimentaire ni sur le fonctionnement de l'aide alimentaire en France, largement décrit et analysé par d'autres (cf. entre autres Paturel, 2013 ; Duboys de Labarre, 2013 ; Birlouez, 2009, César,

⁸ URL : <http://www.projet-solalter.org>

2008). Schématiquement, le dispositif de l'aide alimentaire concerne en France près de 4 millions de bénéficiaires par an. Inscrit dans un processus de filière longue institutionnalisée (cf. *figure 1*), celui-ci dépend de trois sources principales : le Fond européen d'aide aux plus démunis (FEAD, ex-PEAD⁹), le Plan national d'aide alimentaire (PNAA)¹⁰ et enfin de produits de retraits et autres dons défiscalisés de la part d'entreprises de l'agro-alimentaire et/ou de particuliers. Ce dispositif a toutefois beaucoup évolué ces dernières années ; depuis 2013 sont venus s'ajouter aux quatre antennes « historiques » agréés pour la collecte, la ramasse et/ou l'achat de ces denrées (*Banque alimentaire, Restos du Cœur, Secours populaire, et de façon moins important la Croix Rouge*), plusieurs autres organismes distributeurs, comme par exemple le réseau de l'*Association nationale de développement des épiceries solidaires (ANDES)* ou la *Fédération nationale des Paniers de la Mer* par exemple.

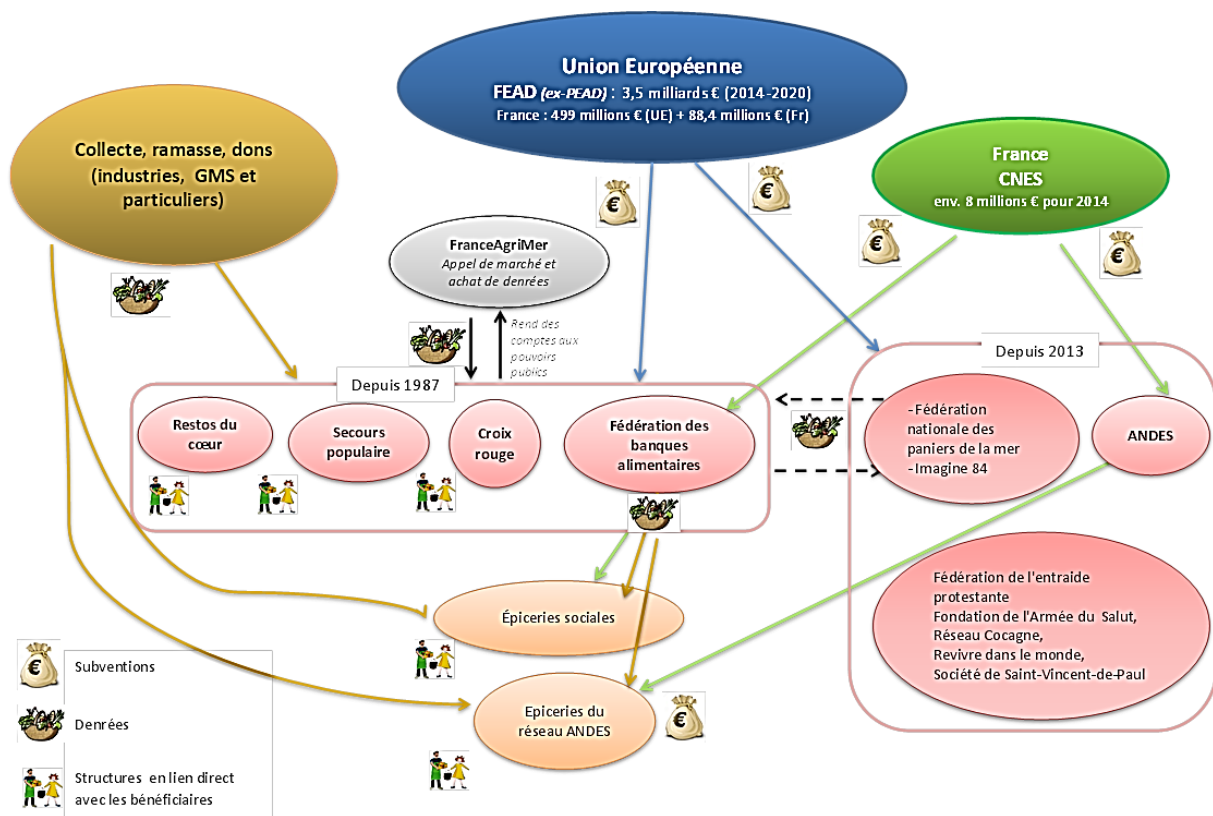


Figure 1 : Une logique « globale » portée par la puissance publique : le dispositif de l'aide alimentaire en France Sources : Gautier, 2014 (d'après Patrel, 2013).

L'analyse partagée de ce dispositif de l'aide alimentaire à la « française » fait globalement ressortir plusieurs éléments. Sans nier le fait que le rapport à l'alimentation est sociologiquement, culturellement et géographiquement situé (Fischler, 2001 ; Poulain, 2002 ; Borzakian *et al.*, 2016), les populations précaires « bénéficiaires » de cette aide alimentaire sont bien souvent confrontées à de réelles et profondes difficultés (coût financier élevé, méconnaissance

⁹ Le PEAD est un programme qui redistribue les stocks d'interventions de l'Union européenne (essentiellement du riz, du blé, du lait, et de la viande bovine) à diverses associations et antennes alimentaires. URL : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1089&langId=fr>

¹⁰ Le PNAA a été mis en place par le gouvernement français afin de répondre aux besoins alimentaires non pourvus par le PEAD et d'améliorer et de diversifier l'aide alimentaire. Il a également pour objectif de soutenir les actions des associations caritatives visant l'amélioration des approvisionnements ou de la logistique. URL : <http://social-sante.gouv.fr/affaires-sociales/lutte-contre-l-exclusion/aide-alimentaire/>

culinaire des produits, manque de temps...) qui renforcent cet éloignement en termes d'accès aux aliments locaux de qualité. Le fonctionnement même de ce dispositif révèle également la quasi inexistence d'ancrage local dans les produits servis, un réel déficit en produits frais (fruits et légumes, viandes...) ainsi que l'absence de liberté de choix des produits pour des populations « bénéficiaires » qui doivent donc consommer ce qui leur est offert. Certains auteurs sont donc amenés à penser que ce dispositif encourage (plus ou moins sans le vouloir) une certaine logique d'instrumentalisation de l'alimentation des populations « précaires » assujettie à la (seule) logique économique du « don » (Paturel, 2013 ; Birlouez, 2009 ; Amistani et Terrolle, 2008). Néanmoins, afin d'élargir leurs sources et offrir davantage de produits frais, certains organismes ont commencé à expérimenter une diversification de leur approvisionnement en le relocalisant.

D'un autre côté, les systèmes alimentaires territorialisés et les circuits courts et/ou de proximités alimentaires se multiplient et se consolident depuis 2000 en France. En Bretagne, parmi ces initiatives, nous observons une explosion des dynamiques collectives (paniers, magasins de producteurs, groupement pour la restauration collective...), celles-ci étant quasiment multipliées par 8 au cours de la période 2007-2013 (Berger et Guesdon, 2013). Si ces initiatives ont un impact significatif sur les territoires, nous constatons toutefois une surreprésentation de population aisée parmi les publics qui en bénéficient, en Bretagne comme dans le reste de l'hexagone, et qui tendraient ainsi pour certains à renforcer des processus de gentrification tant urbaine que rurale (entre autres Loisel *et al.*, 2014 ; Richard *et al.*, 2014). Ainsi par exemple, lors d'une enquête menée en 2010 auprès de 145 personnes interrogées dans un panel de lieux d'achats (grandes surfaces, hard discount, commerce de proximité, marché de plein vent, supermarché biologique) au sein de Rennes Métropole, 75% des personnes interrogées se sont dites prêtes à payer davantage pour une alimentation locale et de qualité si celle-ci était clairement identifiable. En revanche 25% des personnes interrogées faisaient part d'un budget trop contraint pour pouvoir prêter attention à cette dimension de leur alimentation (Darrot, 2010). Plus largement, des observations similaires publiées au niveau national montrent que « les achats de produits porteurs de signes de qualité, comme les produits biologiques, équitables ou AOC, sont assez nettement corrélés au niveau de revenu » (Laisney, 2013, p.2).

[NIVEAU TITRE 2] = L'identification de dynamiques territoriales de solidarités alimentaires

Dans ce contexte, notre recherche-action a cherché à inventorier de manière aussi exhaustive que possible les initiatives de solidarités alimentaires cumulant deux caractéristiques : un accès à l'alimentation des personnes les moins favorisées économiquement et socialement ; la mobilisation de produits agricoles produits sur le territoire où ils seront consommés. Pour ce faire, un diagnostic territorial de ces initiatives pour chaque département breton a été entrepris (Chrétien, 2012 ; Le Coq, 2013 ; Colbert *et al.*, 2014 ; Gautier, 2014) ; l'ensemble de ces enquêtes de terrain a ainsi permis d'identifier 43 initiatives en Bretagne, comme l'illustre la *figure 2* ci-dessous.

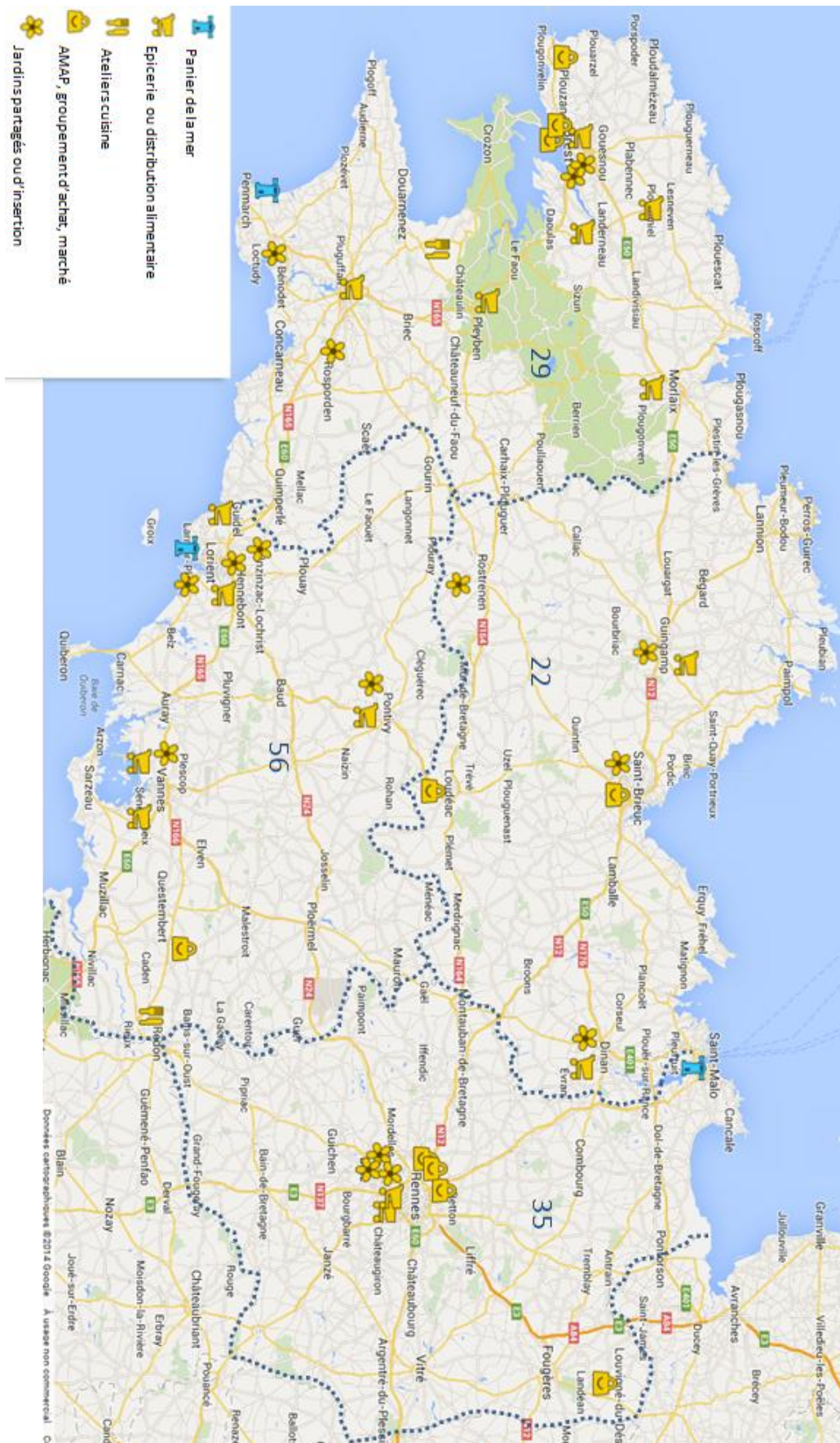


Figure 2 : Une logique locale portée par des citoyens : panorama des 43 initiatives de solidarités alimentaires recensées en Bretagne entre 2012 et 2014

Sources : Gautier, 2014.

Finistère (29)	Morbihan (56)	Côtes d'Armor (22)	Ille-et-Vilaine (35)
 Panier de la mer 29	 Panier de la mer 56	 Jardin de la rencontre	 Panier de la mer 35
 Vert le Jardin	 Vert le Jardin	 Jardin pour tous	 Jardin partagé de Bruz
 Jardin de Prélude	 Optim Services	 Jardin partagé de Castle pic	 Jardin partagé d'ECOO
 Amicale Saint-Yvi	 Jardins du CADA	 Jardin de Coccagne	 Le potager urbain
 La Boutique	 Jardins du Polygone	 Les petits paniers de Pabu	 Epicerie sociale La Passerelle
 Ty ar Zikour	 Incroyables comestibles	 Epicerie sociale Dinan	 Epicerie solidaire universitaire
 Restos du coeur	 Epicerie solidaire Pontivy	 AMAP Le jardin des 4 saisons	 AMAP du Blossne
 Secours populaire	 Epicerie solidaire Lorient	 Marché ô p'tits légumes	 AMAP de la Lande
 Saint Vincent de Paul	 Epicerie solidaire Lanester		 AMAP Le panier de la dalle
 Le Cabas des Champs	 Au coup de pouce		 Epicerie solidaire
 Court-Circuit	 La Barc'à food		
 AMAP Plougonvelin	 Le Pot commun		
 Toques et bus	 Ateliers cuisine		

Ce panorama montre un éventail varié de formes d'initiatives de solidarités alimentaires : des dispositifs de distribution alimentaire gratuite ou à prix très subventionnés mis en place par les 4 grandes antennes nationales de l'aide alimentaire ; des épiceries sociales ou solidaires qui ont amorcé une démarche d'approvisionnement incluant des produits frais du territoire (en général des fruits et légumes). Cet inventaire permet également d'identifier des initiatives citoyennes partiellement ou totalement organisées autour de produits alimentaires locaux, et le plus souvent sans intervention initiale de la puissance publique dans leur conception (ce qui n'interdit pas le subventionnement par ailleurs) telles que des ateliers cuisine, centrés sur la dimension sociale de l'activité alimentaire ; des groupements d'achat (paniers, AMAP, marchés...), fondés sur le contact direct entre producteurs et consommateurs ; des jardins collectifs, partagés ou d'insertion, fondés sur le principe d'autoproduction alimentaire... Il souligne enfin les différents lieux dans lesquels ces initiatives s'arriment ainsi que la pluralité d'acteurs que celles-ci mobilisent. En effet, la majorité des initiatives identifiées reste située autour des grandes agglomérations, même si certaines villes moyennes et quelques bourgs ruraux abritent également des initiatives. Enfin, ces initiatives sont portées selon les cas par des associations, individus (producteur...), coopératives.... Les collectivités territoriales – notamment les communes – sont souvent impliquées directement (épiceries...) ou indirectement (mise à disposition de foncier, de locaux...).

[NIVEAU TITRE 1] = FOCUS SUR 8 INITIATIVES DE SOLIDARITÉS ALIMENTAIRES EN BRETAGNE

Afin d'affiner la lecture des caractéristiques, de la variabilité et des facteurs de réussite de ces initiatives, nous avons focalisé l'analyse sur 8 initiatives choisies à la fois pour leur dynamisme, leur caractère illustratif et représentatif ainsi que leur complémentarité : ce panel reflète la variété régionale des formes de solidarité alimentaires mobilisant des produits locaux sur le territoire breton.

[NIVEAU TITRE 2] = Les 8 initiatives SOLALTER

Parmi les huit initiatives sélectionnées¹¹, trois d'entre elles s'inspirent de groupements d'achats solidaires : l'*AMAP Monde du Blosne* à Rennes (département 35), le *Cabas des champs* à Brest (dép. 29) et le *Marché ô p'tits légumes* à St-Brieuc (dép. 22). L'installation de ces groupements dans les quartiers plus populaires, la collaboration avec des services sociaux, l'éducation à l'alimentation auprès de publics plus diversifiés, semblent être des réponses particulièrement usitées dans les stratégies de démocratisation amapienne. Dans la pratique, Mundler (2013) recense ainsi trois principaux mécanismes de solidarité amapien, effectivement bien illustrés ici : étalement des paiements, prix de paniers différenciés, paniers subventionnés dans le cadre d'une organisation avec des services sociaux. Des expériences sur les Groupes d'achats communs (GAC) ou solidaires (GAS) analysées en Belgique (Hubeaux, 2011) ou recensées ailleurs en Europe (Pleyers, 2011) soulignent en outre les valeurs d'autogestion et de convivialité véhiculées par ces logiques coopératives de consommation alternative auxquelles les initiatives décrites ici souscrivent également.

Trois autres initiatives s'inscrivent dans la dynamique plus générale des jardins collectifs : le *Jardin de la Rencontre* à St Brieuc (dép. 22), *Optim' Services* affilié au réseau des Jardins de Cocagne à Riantec (en face de Lorient, dép. 56) et le *Jardin partagé* de Bruz en périphérie rennaise (dép. 35). La dénomination usuelle de « jardins collectifs » regroupe dans leur diversité (de formes, de publics, de fonctionnalités...) les jardins familiaux, les jardins partagés, les jardins pédagogiques et les jardins d'insertion. Ces lieux se complètent souvent de plateformes d'activités qui vont bien souvent au-delà de la seule fonction de jardinage (ateliers cuisine, bricolage...). Outre leur vocation initiale de formation ou de sensibilisation sur les moyens de production alimentaire, ces jardins jouent un rôle dans le domaine de l'inclusion sociale grâce à l'attention portée à la convivialité. Ils sont aussi fréquemment identifiés comme des lieux engagés, dans le domaine de l'urbanisme autour de la « fabrique » du quartier et de l'habiter « durable », ou dans le domaine agrobiologique autour de la préservation d'une certaine micro-biodiversité à l'échelle de la parcelle (D'Andréa et Tozzi, 2014 ; Der Hartigh, 2013 ; Pourias *et al.*, 2012 ; Gallien *et al.*, 2012).

Les deux dernières initiatives de notre panel, l'*Amicale laïque de St Yvi* (dép. 29) et l'*Épicerie solidaire* de Lorient (dép. 56) se rapprochent davantage des dispositifs de relocalisation mis en oeuvre par les grandes antennes de l'aide alimentaire. La première s'appuie, de manière assez atypique, sur un noyau de bénévoles de la commune finistérienne de St Yvi qui organise la culture de « légumes à soupe » (pommes de terres, carottes, poireaux, oignons) de manière à satisfaire gratuitement les besoins annuels des antennes alimentaires de Quimper. Ce noyau de bénévoles mobilise également un large réseau de ressources professionnelles (coopératives, agriculteurs) et citoyennes (une large part des habitants de la commune) lors de la préparation des cultures et leurs récoltes. L'épicerie solidaire de Lorient illustre pour sa part le fonctionnement des épiceries sociales. De statut associatif ou gérées par les Centres communaux d'action sociale (CCAS) – notre cas ici –, ces épiceries permettent à des personnes en situation de précarité d'acheter une gamme de produits (dont parfois des fruits et des légumes frais et locaux) à moindre coûts (de 10 à 20 % des prix affichés). Elles cherchent surtout à lutter contre la stigmatisation économique et sociale des publics qui les fréquentent

¹¹ Les fiches descriptives de chacune des initiatives étudiées par le projet SOLALTER, dont celles citées dans cet article, sont disponibles sur le site internet du projet. URL : <http://www.projet-solalter.org>

en leur permettant à la fois le maintien du geste symbolique du paiement ainsi que du libre choix des produits que ceux-ci désirent consommer (Delavigne, 2012 ; Birlouez, 2009).

[NIVEAU TITRE 2] = Les formes et le fonctionnement caractéristiques des initiatives SOLALTER

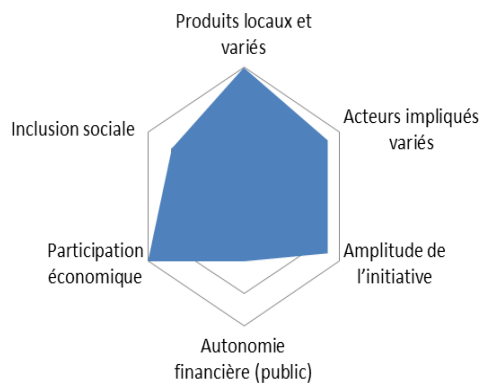
Notre étude de nos 8 initiatives se poursuit par une analyse plus détaillée de leurs formes et de leurs fonctionnements, à partir des monographies constituées sur chacune d'entre elles (cf. *supra*). Puis de manière itérative au fil du cumul des descriptions d'initiatives, nous avons progressivement élaboré un jeu de 6 indicateurs (*tableau 1*) à même de refléter à la fois leurs caractères distinctifs et les points-clés de leurs stratégies de fonctionnement. Ces indicateurs visent à mettre en évidence les principaux paramètres caractérisant les structurations respectives des 8 initiatives de notre panel. Pour chaque indicateur, une échelle de 1 à 5 a été établie à partir des situations extrêmes empiriquement observées. Précisons qu'une note minimale ou maximale ne reflète aucun jugement de valeur, de réussite ou d'échec : l'indicateur permet de mesurer des écarts de situations entre des choix d'initiatives ou de démarches aux logiques très variées, et finalement complémentaires à l'échelle des besoins du territoire.

Indicateurs	Pondération minimum	Pondération maximum
Variété des produits et proportion de produits locaux	Produits lointains Conserves, pas de frais Peu de types de produits Pas de label qualité	Produits locaux, de saison Qualité (label bio...) Variété (plusieurs types de fruits, de légumes...)
Variété des acteurs impliqués	Seulement les bénéficiaires et les porteurs de projet	Plusieurs catégories de partenaires : ville, porteurs de projets, CCAS, bénéficiaires, entreprises, GMS, antennes aide alimentaire, financeurs publics, associations...
Effet de taille et d'ancrage de l'initiative	Faibles volumes en produits (notamment locaux) Faible nombre de publics touchés (moins de 10) Faible ancrage territorial des produits alimentaires mobilisés	Nombre important de bénéficiaires (plus de 50) Part relative de produits locaux (Plusieurs centaines de kg et/ou tonnes an) Ancrage territorial élevé (produits du territoire pour le territoire)
Degré d'autonomie à l'égard des soutiens publics	Forte dépendance financière à l'égard du soutien public (démarrage du projet, pérennité du projet...)	Peu ou pas de mobilisation d'argent public Panel de financeurs publics ponctuels et diversifiés Coup de pouce financier public puis prise d'autonomie
Degré de participation économique du bénéficiaire au produit	Aucune ou faible contribution du bénéficiaire à la valeur, à la collecte, la production ou à l'élaboration du produit	Autoproduction, contribution active à la collecte (don, récupération...), paiement des denrées
Degré d'inclusion sociale des bénéficiaires via l'initiative)	Forte différenciation des rôles entre bénéficiaires et porteurs du projet Faible participation des bénéficiaires au fonctionnement de l'initiative	Faible différenciation des rôles entre bénéficiaires et porteurs du projet Forte participation des bénéficiaires au fonctionnement de l'initiative

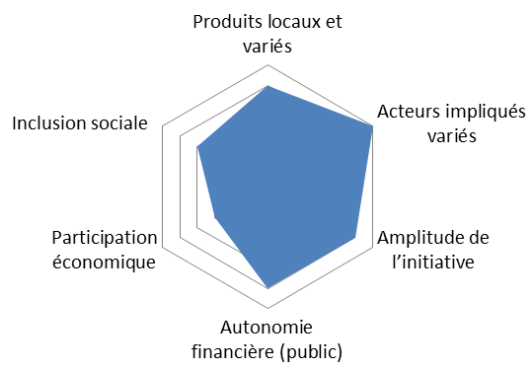
Tableau 1 : Grille d'indicateurs et échelles de notation caractérisant les 8 initiatives SOLALTER en Bretagne

L'ensemble de nos résultats sont représentées graphiquement sous forme de radars (*figure 3*).

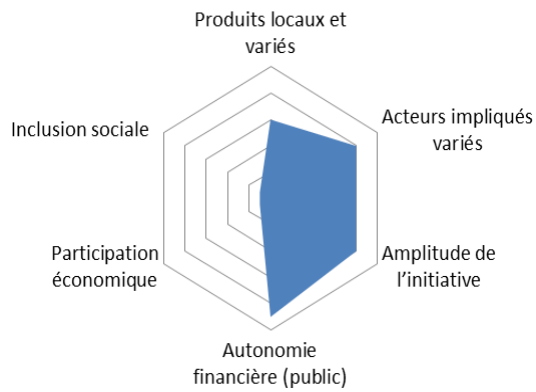
Optim' services 56



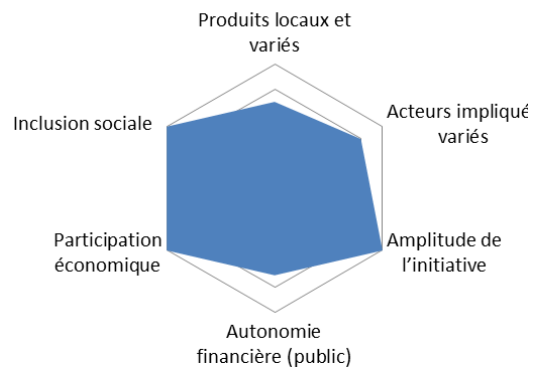
Epicerie solidaire CCAS Lorient 56



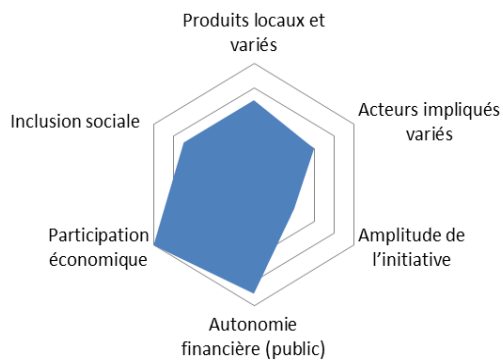
Saint Yvi 29



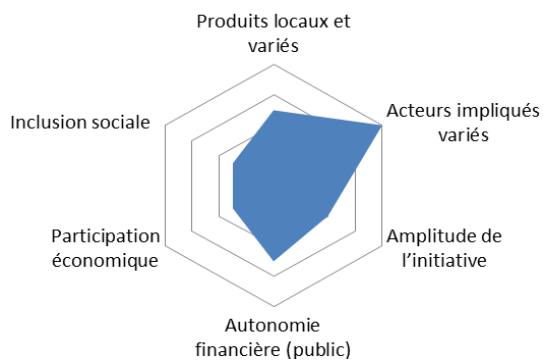
Cabas des champs 29



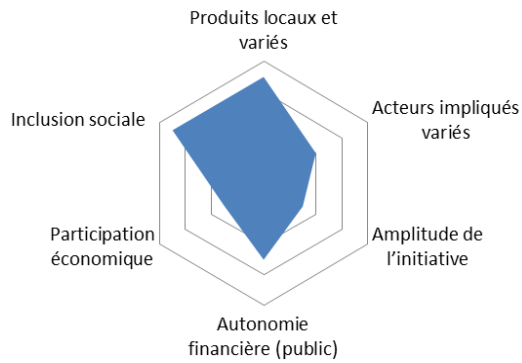
Jardin de la rencontre 22



Marché ô p'tits légumes 22



AMAP du Blosne 35



Jardin partagé de Bruz 35

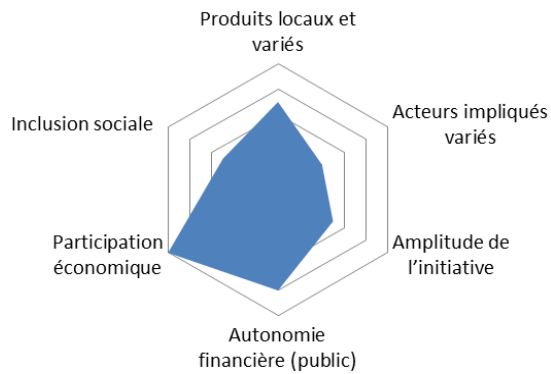


Figure 3 : Une analyse par radars de 8 initiatives représentatives des solidarités alimentaires en Bretagne
Sources : Chrétien, 2012 ; Le Coq ; 2013 ; Colbert *et al.*, 2014 ; Gautier, 2014.

Les radars ci-dessous offrent une image contrastée de notre panel, et à travers lui des initiatives de solidarité alimentaires territorialisées observées en Bretagne.

- Certaines initiatives se révèlent performantes sur les indicateurs liés à la notion de territoire : recours élevé aux produits locaux, portée territoriale importante de l'initiative, grand nombre d'acteurs impliqués. Cette portée territoriale importante semble néanmoins s'établir au prix soit de l'autonomie financière des bénéficiaires, soit de leur inclusion sociale, soit de l'initiative elle-même : la portée en volumes et en espaces de l'initiative plus importante pénalisant les performances de celle-ci en termes d'inclusion socio-économique de chaque bénéficiaire.

- D'autres initiatives ont prioritairement au contraire fait porter l'effort vers les enjeux sociaux que sont l'inclusion sociale et économique des bénéficiaires. Les formes adoptées se révèlent alors moins efficaces sur d'autres aspects, en particulier l'amplitude de l'initiative (volumes alimentaires et/ou nombres de bénéficiaires réduits). Ceci s'explique par l'attention dédiée à l'accompagnement rapproché des personnes accueillies, contraignant fortement les effets de masse.

- L'autonomie financière de l'initiative semble quant à elle rarement élevée. Quand elle l'est, c'est grâce à la mobilisation d'acteurs nombreux et variés, ou grâce à une contribution économique plus importante des bénéficiaires eux-mêmes.

[NIVEAU TITRE 1] = DES ENSEIGNEMENTS SUR LES INITIATIVES DE SOLIDARITÉ ALIMENTAIRE

Nous proposons d'aborder dans cette section des enseignements plus généraux qui nous semblent ressortir de notre projet de recherche sur la quarantaine d'initiatives de solidarités alimentaires identifiées et analysées en Bretagne, afin d'avancer certaines pistes de généralisation.

[NIVEAU TITRE 2] = Un jeu de constantes pour les initiatives SOLALTER

Au-delà des spécificités évoquées ci-dessus pour les initiatives de notre panel, certaines constantes révèlent des processus plus globaux, discutés d'ailleurs par les personnes impliquées dans cette recherche-action (chercheurs, étudiants et FR CIVAM) et par les nombreux participants présents aux comités de pilotage ou conférences annuelles dédiées au projet (Darrot *et al.*, 2013 ; 2015). Ces constantes valables pour l'ensemble de nos 43 initiatives – et observées également dans d'autres territoires et d'autres contextes (Pleyers, 2011 ; Touret *et al.*, 2011 ; RRF, 2010), concernent les facteurs jouant sur l'émergence et le fonctionnement des initiatives. En s'appuyant sur notre panel de 8 initiatives, nous proposons ainsi dans un premier temps une illustration des situations observées.

Tout d'abord, développer les partenariats indispensables au fonctionnement de ces systèmes alimentaires solidaires nécessite de s'appuyer sur une dynamique d'échanges en réseau à plusieurs échelles (agglomération, canton, région). Ces réseaux se mobilisent par exemple autour de questions centrales comme la logistique, la formation, ou l'application des aspects réglementaires, ce qui procure une plus grande visibilité aux actions. L'initiative brestoise du *Cabas des Champs* porte par exemple une attention particulière aux opérations de communication en multipliant les supports en interne : affichage, création de messages

électroniques pour le fonctionnement de l'association, réalisation d'enquêtes de satisfaction, réunions régulières entre bénévoles.

L'implication des collectivités territoriales – au premier rang desquelles les communes ou les intercommunalités – se révèle décisive pour toutes les initiatives investiguées. Leurs actions portent sur les moyens humains (implication d'élus et des travailleurs sociaux sur le terrain, au plus près des initiatives), les soutiens financiers (subventions au démarrage, en cours de projet ou dans sa continuité) ou logistiques (par la mise à disposition de terrains ou le prêt de locaux par exemple). Plusieurs des jardins collectifs bretons engagés dans la solidarité alimentaire locale – les *Jardins de la rencontre* briochins, celui de *Bruz* ou d'*Optim services* à Riantec – ont ainsi bénéficié de l'obtention d'un prêt de terre ou terrains par leurs municipalités respectives.

Des actions menées en termes de sensibilisation et/ou d'éducation à l'alimentation autour d'une offre diversifiée de produits apparaissent également essentielles pour la pérennisation des initiatives, tant au niveau des pratiques – du jardinage aux ateliers cuisine en passant par les réflexions autour du budget d'achat alimentaire. Chez *Optim services* par exemple, les jardiniers déjeunent tous les jeudis à partir des légumes qu'ils ont eux-mêmes contribués à cultiver et à récolter dans les parcelles.

L'accessibilité sociale des produits constitue un autre point-clef, avec des solutions telles que la modularité des prix au sein des groupements d'achats de paniers frais et locaux, ou la souplesse (notamment temporelle) dans les formes d'engagement ou de fonctionnement de l'initiative. Plusieurs expérimentations sur une tarification préférentielle pour certains adhérents ont ainsi été menées, par exemple pour les jardiniers en « ré-insertion » chez *Optim services*, ou pour les collectifs de consommateurs brestois du *Cabas des champs* ou rennais de *l'AMAP Monde du Blosne*.

La prise en compte des besoins sociaux des publics bénéficiaires, notamment quant aux aspects de convivialité et d'inclusion sociale, reste une problématique fréquemment évoquée dans les facteurs de pérennisation des initiatives. Les leviers mobilisés ne portent pas sur l'alimentation elle-même, mais plutôt sur l'amélioration des conditions d'accueil des bénéficiaires (qualité des locaux, écoute des bénévoles...), le développement d'activités annexes à la seule réception de colis alimentaires (ateliers loisirs, points-café...) ou sur une participation (encore) plus « active » des bénéficiaires. À ce titre, *l'Épicerie sociale de Lorient*, gérée par le CCAS de la ville dispose depuis l'été 2014 de locaux et de mobiliers neufs, en partie mutualisés au sein d'une « Maison de la solidarité » qui permet, sur un même lieu, de générer une mixité des publics et une synergie d'actions (notamment avec d'autres antennes alimentaires).

[NIVEAU TITRE 2] = Des solidarités alimentaires entre certitudes et contraintes

Cette recherche-action, au caractère exploratoire, a procuré un premier jeu d'observations qui méritent d'être approfondies et régulièrement actualisées. Les inventaires départementaux (Chrétien, 2012 ; Le Coq, 2013 ; Colbert *et al.*, 2014 ; Gautier, 2014) et le séminaire final du projet (Darrot *et al.*, 2015)¹², soulignent notamment que l'accès à l'alimentation de qualité

¹² Le compte rendu de ce séminaire final SOLALTER du 20 janvier 2015 avec quelques 80 participants issus du monde agricole, associatif et social permet de détailler quelques éléments de ce débat (cf. Darrot *et al.*, 2015). URL : <http://www.projet-solalter.org/compte-rendu-regional/conference-du-20-janvier-2015>

n'est pas une fin en soi mais reste davantage prétexte à retrouver du mieux-être, de la convivialité et du lien social, au-delà du simple fait de mieux se nourrir (cf. à ce titre Delavigne et Montagne, 2008). Plusieurs travaux similaires à la recherche-action SOLALTER se sont déployés et renforcés simultanément dans d'autres régions, générant des enseignements en réseau extrêmement précieux pour l'émergence ou la consolidation de ces initiatives.

Certains travaux ont par exemple montré que les jardins collectifs oscillent bien souvent entre une fonction productive – surtout en qualité – et une fonction de loisirs. Pour « si petits qu'ils soient », plusieurs analyses soulignent « l'importance de leur fonction nourricière face à la pauvreté, [...] en ville comme à la campagne » (Gallien *et al.*, 2012, p.321). Ces jardins offrent ainsi la possibilité à une diversité de publics de « produire des légumes qu'ils choisissent et qu'ils récoltent eux-mêmes » (Pourias *et al.*, 2012, p.347). Enfin, ce rapport au jardinage semble participer à un effet d'entraînement sur la consommation en fruits et légumes intéressant sur le plan nutritionnel tout en contribuant aussi à retisser un lien entre production et consommation, comme par exemple sur le processus de culture des produits (saisonnalité, contraintes « techniques »,...) (Der Hartigh, 2013 ; Pourias *et al.*, 2012 ; Gallien *et al.*, 2012).

De leur côté, les expérimentations réussies en termes d'approvisionnement régulier et relocalisé de certaines antennes alimentaires et des épiceries sociales et solidaires semblent permettre une réelle amélioration des habitudes alimentaires des populations bénéficiaires de ce dispositif ainsi qu'un soutien plus prononcé à la production agricole paysanne locale (Le Velly et Paturel, 2013 ; Duboys de Labarre, 2013 ; Delavigne, 2012). En effet cette mise à disposition à faible prix de fruits et de légumes frais et locaux se traduit par une hausse de la fréquence de consommation de ces aliments, facteur d'alimentation « équilibrée », ainsi que par l'amorce de réflexions sur la qualité des aliments, renforcées dans la pratique par la mise en place de divers ateliers culinaires¹³ autour de la transformation et de la préparation de ces produits (Birlouez, 2009). Par ailleurs, le dispositif mis en place sur le marché expérimental analysé par Le Velly et Paturel (2013) s'est ainsi organisé sur le plan logistique sur un approvisionnement local (au sens de « proche » plus que de « court »), reposant sur l'intermédiation des grossistes régionaux travaillant sur le site du MIN, ceci afin d'une part d'assurer la régularité de l'antenne héraultaise des Restos du Cœur, tout en ne surchargeant pas le travail des bénévoles.

Le cumul de ces travaux de recherche et autres recueils d'expériences souligne toutefois les nombreuses et diverses difficultés et contraintes que ces initiatives doivent surmonter afin de se pérenniser dans le temps comme dans l'espace.

Au niveau des groupements d'achat et des paniers de produits locaux plus solidaires, Mundler (2013) ou bien encore Richard *et al.* (2014) estiment que les difficultés rencontrées par ces dispositifs pour s'ouvrir à des milieux sociaux variés s'expliquent avant tout par des barrières

¹³ Ces ateliers culinaires sont bien souvent mis en place par les grandes antennes alimentaires (Banques alimentaires, Restos du Cœur...) ou par les épiceries sociales et solidaires gérées par des CCAS municipaux ou affiliée au réseau ANDES. Ils prennent la forme d'échanges autour de cours élémentaires de cuisine, de l'équilibre nutritionnel des produits (frais et de saison) distribués dans les colis alimentaires, et restent le support selon leurs promoteurs de moment de convivialité, de partage, de sociabilité et d'estime de soi...

plus sociologiques qu'économiques, autrement dit par les difficultés rencontrées par les populations plus défavorisées à s'ouvrir à des dispositifs alimentaires offrant encore une image d'adhérents à forts capital social et culturel. De ce fait, il se peut que les efforts faits pour adapter le prix des paniers aux revenus des familles ne soient pas la réponse adéquate à l'ouverture sociale visée, sauf peut-être pour les populations les plus en difficulté. De leur côté, l'ensemble des analyses sur les jardins collectifs reconnaissent toutes unanimement les difficultés liées à l'accès au foncier et à la mise en place d'un accompagnement technique et social qui peuvent ainsi réduire leurs ambitions de mieux-être social et de convivialité (surtout en milieu urbain) (D'andréa et Tozzi, 2014; Der Hartigh, 2013 ; Pourias *et al.*, 2012 ; Gallien *et al.*, 2012).

Le développement des épiceries sociales comme les projets de relocalisation de l'approvisionnement des antennes alimentaires ne s'effectuent également pas sans heurts et « bricolages ». Plusieurs études soulignent les priorités divergentes des acteurs en termes par exemple de capacité de stockage des produits frais ou d'écoulement des surplus, les « résistances » aux changements des habitudes alimentaires des bénéficiaires (mais aussi des pratiques d'organisation des bénévoles), les débats concernant les types de producteurs locaux à sélectionner,... Par ailleurs, dans un contexte de changement de financement européen, qui oblige à s'interroger non pas sur le fondement de l'aide alimentaire mais sur son organisation, l'agrément récent de nouveaux opérateurs pousse à une concurrence extérieure accrue pour l'accès aux ressources avec les antennes alimentaires « historiques » (Le Velly et Paturel, 2013 ; Delavigne, 2012 ; Amistani et Terrolle, 2008).

Enfin, au-delà des entretiens que nous avons menés et très largement centrés sur les projets et leurs « facilitateurs », il conviendrait d'approfondir les connaissances sur le rôle de deux acteurs majeurs de ces initiatives, que sont les producteurs agricoles d'une part (Paturel *et al.*, 2015), et les mangeurs à petit budget bénéficiaires de ces divers dispositifs de soutien alimentaire d'autre part (Delavigne et Montagne, 2008)¹⁴. En effet, travailler sur un approvisionnement local des antennes alimentaires ou sur une « démocratisation » des systèmes alimentaires territorialisés devrait être une façon « d'amener à réfléchir à la situation des agriculteurs qui produisent les denrées distribuées et sur le droit des usagers à une alimentation de qualité » (Paturel, 2013, p.13). Ces expériences reposent bien sûr sur une très forte volonté de mobilisation des acteurs : on s'étonne dans ces conditions de l'invisibilité des « aidés » et des producteurs agricoles, tant dans les débats publics que lors de la mise en œuvre de ces actions les concernant directement. Pour les porteurs de projet et les acteurs de l'aide alimentaire « une telle interpellation n'a pas lieu d'être, en comparaison de l'urgence de répondre aux besoins des familles bénéficiaires et de l'impératif d'organiser efficacement les circuits » (Le Velly et Paturel, 2013, p.9)¹⁵. Pour les bénéficiaires ou les agriculteurs, se faire entendre nécessiterait de multiples conditions trop rarement réunies : sortir de l'urgence de la

¹⁴ Appréhender ces publics « précaires » n'est toutefois pas chose aisée tant les sources et les contours de fragilisation économique et sociale recouvrent des réalités très complexes et fortement hétérogènes (Paturel *et al.*, 2015 ; Paturel, 2013 ; Delavigne et Montagne, 2008).

¹⁵ Ce type de débats renvoie aux notions de valeur dans les échanges alimentaires, et ouvre en particulier sur le courant international de la moral economy et de la démocratie alimentaire (Jackson *et al.*, 2008).

survie et de l'isolement qu'elle occasionne, se percevoir soi-même comme autorisé à une expression sociale digne, s'organiser en collectif et y trouver sa place... L'enjeu de la réduction de la stigmatisation socio-spatiale, tant dans les représentations que les pratiques constitutives de ces solidarités alimentaires, constituent donc bien un chantier principal de recherche, comme le soulignent entre autres J. Guthman (2008), F. Paddeu (2012) ou encore D. Paturel (2010b ; in Darrot *et al.*, 2015) dans leurs travaux respectifs.

[NIVEAU TITRE 1] = CONCLUSION

Dans un contexte de massification des processus de précarité et de pauvreté qui entraîne de plus en plus de personnes à chercher des solutions « alternatives » pour accéder à l'alimentation se développent une multitude d'initiatives (groupements d'achats, jardins collectifs, épiceries sociales, partage et échange des produits de l'aide alimentaire, etc.). Le projet SOLALTER a tenté de les répertorier entre 2012 et 2014 sur le territoire breton. Notre recherche a notamment permis de souligner le foisonnement des initiatives (43 ont été décrites), une pluralité de lieux d'ancrage (des grandes agglomérations aux bourgs ruraux) ainsi qu'une diversité formes de structuration et d'acteurs impliqués (associatifs, collectivités, bénéficiaires...).

Ce projet SOLALTER a reposé sur une démarche de recherche-action : l'inventaire et la description de ces initiatives innovantes doit à terme permettre de mieux accompagner ces dernières dans leur progression, grâce notamment à une mise en réseau et à davantage de lisibilité et d'échanges d'informations et de pratiques entre acteurs de ces initiatives (par le biais de comités de pilotage, de journées d'échanges, de monographies détaillées, d'une plateforme Internet, l'édition d'un guide...). L'analyse de la portée transformatrice de ces initiatives de solidarités alimentaires met à jour des constantes en termes de contraintes mais aussi de leviers pour l'action autour de la réduction de la stigmatisation des bénéficiaires, de la sensibilisation à l'alimentation locale, de la formation des bénévoles, des formes d'implication des collectivités... Ces contraintes et leviers sont en revanche appréhendés de manière variable selon les formes prises par ces initiatives.

Notre recherche a également permis de prolonger les réflexions d'autres travaux révélant que les systèmes alimentaires territorialisés offrent, dans leur diversité, une réelle opportunité pour interroger et se réappropriier les conditions d'élaboration de notre alimentation. Les débats portent notamment sur les modèles économiques agricoles à vocation industrielle et fortement subventionnés autour desquels s'organisent encore majoritairement l'aide alimentaire, institutionnalisée ou non (Darrot *et al.*, 2015 ; Paturel, 2013 ; 2010b ; Duboys de Labarre, 2013 ; Guthman, 2008). En cherchant à reconstruire des formes d'autonomie par le développement de pratiques d'autoproduction, d'entraide et de solidarités de proximité, encourageant à davantage d'équité économique et de mixité sociale, ces systèmes tentent à leur niveau d'enrayer le schéma de dépendance et de stigmatisation des populations aidées. Outre leur réelle viabilité pour soutenir les personnes en difficulté, ces circuits alimentaires se positionnent comme « des pistes prometteuses dans la façon dont ils donnent aux personnes plus de choix dans l'accès à une alimentation choisie et non subie » (Paturel, 2013, p.14).

Les observations présentées en introduction sur les spécificités historiques de la Bretagne encouragent à prévoir une poursuite de l'approche typologique proposée par SOLALTER, cette fois dans une perspective comparative inter-régionale, notamment en PACA ou Poitou-Charentes où ont été menées des recherches relativement intenses sur le même sujet : il serait intéressant dans l'avenir de rechercher si les éléments d'analyse que nous proposons restent opérants dans ces régions aux trajectoires historiques agricoles et rurales très différentes¹⁶.

En Bretagne, nous avons observé que le nombre et les formes des initiatives de solidarités alimentaires sont actuellement en forte évolution. Cette effervescence incite d'ailleurs à préserver flexibilité et ouverture quant à la définition de catégories pour décrire ces initiatives. Nombre d'entre elles passent actuellement les frontières entre circuits courts et circuits longs, entre don alimentaire et inclusion sociale, entre aide alimentaire subventionnée et initiatives citoyennes spontanées, entre bénévoles et bénéficiaires... Par exemple, des expériences sur le gaspillage alimentaire (menés notamment par les DRAAF conjointement avec l'ADEME) mobilisent à la fois des dons de produits agricoles du territoire et d'inventus de grandes-surfaces ; le développement des épiceries sociales et solidaires du réseau ANDES s'appuie sur un dispositif classique d'aide alimentaire pour y incorporer des produits frais du territoire tout en soutenant des agriculteurs en difficulté sur le territoire ; l'évolution de l'aide alimentaire ou bien encore les stratégies de réorganisation du secteur de la grande distribution visent à mieux « capter » la demande de familles à très petits budgets... De même que la question de formes de précarité, de marginalité (et donc de solidarités ?) spécifiques en fonction des lieux et des territoires dans lesquels ces processus se localisent reste elle aussi des plus ouvertes (cf. entre autres Hochedez et Mialocq, 2015 ; Paddeu, 2012).

Néanmoins, au-delà de ces initiatives de solidarités alimentaires territorialisées, l'arrivée de produits frais et locaux dans l'approvisionnement des antennes de l'aide alimentaire contribue à bouleverser pratiques et représentations, tant chez les bénéficiaires que chez les bénévoles ou les porteurs de projets. Si elle souligne les questionnements voire certains dysfonctionnements, elle permet néanmoins d'ouvrir des voies innovantes pour l'organisation des dispositifs de l'aide alimentaire, et de son potentiel de reconnexion socio-spatiale. À ce titre, l'expérimentation et la structuration progressive de ces alternatives dans d'autres régions et dans d'autres processus de recherche interventionnelle nous amènent à nous questionner plus globalement sur les complémentarités à venir avec les dispositifs de l'aide alimentaire, eux-mêmes de plus en plus interpellés sur le sens même de leur lutte contre la pauvreté au vu de leur poids économique et de leur rôle social. Ils nous invitent donc à réfléchir à une meilleure gouvernance afin de diminuer les inégalités qui subsistent dans l'accès à une alimentation de qualité pour tous, en impliquant l'ensemble des parties prenantes (producteurs, porteurs de projets, antennes d'aide alimentaire, bénévoles...) et en articulant toutes les échelles (du local au supranational), aux conditions d'une réelle « *justice* »

¹⁶ Ces discussions sont notamment amenées à se poursuivre depuis 2015 au sein du récent Réseau mixte technologique « Chaînes alimentaires courtes de proximité ». URL: <https://www.gis-relance-agronomique.fr/Dispositifs-en-interaction-avec-le-GIS-Relance-agronomique/Les-RMT/RMT-CACP>. Cf. aussi le projet ACCECIBLE (2016-2019), « Initiatives pour un accès à l'alimentation de qualité et durable pour tous », porté notamment par la FNCIVAM. URL : http://www.civam.org/images/actions/ressources/systemes%20alimentaires/ACCECIBLE_presentation_du_projet.pdf

alimentaire » (Hochedez et Le Gall, 2016 ; Paddeu, 2012 ; Gottlieb et Joshi, 2010) ou « démocratie alimentaire » (Paturel, 2013 ; Duboys de Labarre, 2013 ; Renting *et al.*, 2012 ; Delavigne, 2012).

[NIVEAU TITRE 1] = BIBLIOGRAPHIE

- AMISTANI C., TERROLLE D., 2008. « L'alimentation des sans-abri », *Anthropology of food*, 8. [En ligne] URL : <http://aof.revues.org/4952> Consulté le 28 septembre 2015.
- BERGER B., GUESDON J., 2013. *Les circuits courts alimentaires en Bretagne*. Rennes, FRCIVAM Bretagne – Réseau rural breton. [En ligne] URL : http://www.civam-bretagne.org/files/fil_bd/CC/Etatdeslieux_Circuits_courts_web.pdf
- BIRLOUEZ E., 2009. « L'insécurité alimentaire en France », *POUR*, 202-203 : 73-78.
- BLEUE COMME UNE ORANGE, 2012. La consommation de fruits et légumes locaux par les populations précaires sur le territoire toulousain. L'alimentation comme support de développement social. Toulouse, étude-action. [En ligne] URL : http://www.documentation.pnr-scarpe-escaut.fr/opac/doc_num.php?explnum_id=235 Consulté le 14 octobre 2015.
- BORZAKIAN M., FUMEY G., RAFFARD P., 2016. « Approche culturelle et géographie de l'alimentation francophone : un rendez-vous manqué ? », *Anthropology of food*, 11. [En ligne] URL : <http://aof.revues.org/8052>. Consulté le 18 décembre 2016.
- CESAR C., 2008. « Dépendre de la distribution d'aide alimentaire caritative », *Anthropology of food*, 8. [En ligne] URL : <http://aof.revues.org/50736> Consulté le 28 septembre 2015.
- CHRETIEN M., 2012. *Étude de l'accès des populations défavorisées aux produits agricoles locaux en Ille-et-Vilaine*. Mémoire de fin d'études d'ingénieur agronome. Rennes : Agrocampus-Ouest.
- COLBERT E., DEL VITTO A., DEVINE M., DUFRENEIX F., GAULT C., LAUNAY W., PFAB J., RAY C., RIVERA M., TOUCHANE M., 2014. *Analyse-diagnostic des initiatives de solidarité alimentaire territorialisée dans le département du Morbihan*. Rapport de Master 1, cursus Agronomie. Rennes : Agrocampus-Ouest.
- D'ANDRÉA N., TOZZI P., 2014. « Jardins collectifs et écoquartiers bordelais : de l'espace cultivé à un habiter durable ? », *Norois*, 231-1 : 61-74.
- DARROT C., NOEL J., BERGER B., 2015. « Vers des Solidarités Alimentaires Territorialisées : résultats et perspectives ». Séminaire final, *Projet de recherche-action SOLALTER (Solidarités Alimentaires Territorialisées en Bretagne)*, 20 janvier. Rennes : Agrocampus-Ouest/FR CIVAM Bretagne. [En ligne] : <http://www.projet-solalter.org/compte-rendu-regional>
- DARROT C., NOEL J., BERGER B., 2013. « Vers des Solidarités Alimentaires Territorialisées : enjeux et pistes de réflexions ». Journée d'échanges, *Projet de recherche-action SOLALTER*, 16 décembre. Rennes : Agrocampus-Ouest/FR CIVAM Bretagne. [En ligne] : <http://www.projet-solalter.org/compte-rendu-regional>
- DARROT, C. (ed.), 2010. *Rennes Métropole, Ville vivrière ?* Projet Ingénieur Master 2, Spécialité « Systèmes de Production et Développement Rural », cursus Agronomie. Rennes : Agrocampus-Ouest.
- DELAVIGNE A-E., 2012. « Logique du local et pratiques territoriales dans une action d'aide alimentaire », *POUR*, 215-216 : 295-303.
- DELAVIGNE A-E., MONTAGNE K., 2008. « De la honte d'avoir faim dans un pays riche », *Anthropology of food*, 8. [En ligne] URL : <http://aof.revues.org/4243> Consulté le 28 septembre 2015.

- DER HARTIGH C., 2013. « Jardins collectifs urbains : leviers vers la transition ? », *Mouvements*, 75-3 : 13-20.
- DUBOYS DE LABARRE M., 2013. « Accessibilité et relocalisation alimentaire : un renouveau du lien entre agriculture et aide alimentaire ? ». Communication orale, Colloque *Nouvelles formes d'agriculture : pratiques ordinaires, débats publics et critique sociale*, 20-21 novembre. Dijon : INRA-SAD, UMR CESAER-AgroSup. [En ligne] URL : <http://prodinra.inra.fr/ft?id={E97D50B4-301D-444C-906C-4F94BC7413AC}> Consulté le 28 septembre 2015.
- FISCHLER C., 2001. *L'Homnivore*. Paris : Odile Jacob.
- FUMEY G., 2008. « L'alimentation de qualité », in J.-P. Charvet (ed.), *Nourrir les Hommes* : 250-258. Paris : Sedes.
- GALLIEN M., BOITARD M., DELFOSSE C., 2012. « Renouveau des jardins potagers entre milieux urbain et rural ? », *POUR*, 215-216 : 321-332.
- GAUTIER J., 2014. *Caractérisation des initiatives de solidarité alimentaire en Finistère et analyse des freins et leviers à leur développement à l'échelle de la Bretagne*. Mémoire de fin d'études d'ingénieur agronome. Montpellier : SupAgro.
- GOODMAN D., 2003. "The quality 'turn' and alternative food practices: reflections and agenda", *Journal of Rural Studies*, 19 : 1-7.
- GOTTLIEB R., JOSHI A., 2010. *Food Justice*. London : The MIT Press.
- GUTHMAN, J. 2008. "Bringing good food to others: Investigating the subjects of alternative food practice". *Cultural geographies*, 15-4 : 431-447.
- HOCHEDÉZ C., LE GALL J., 2016. « Justice alimentaire et agriculture ». *Justice spatiale / spatial justice*. 9 : 31p. [En ligne] URL : http://www.jssj.org/wp-content/uploads/2016/02/JSSJ9_00_FR.pdf Consulté le 15 mars 2016.
- HOCHEDÉZ C., MIALOCQ M., 2015. « Précarités et marginalités en milieu rural. Introduction », *POUR*, 225-1 : 19-25.
- HUBAUX S., 2011. « Le Groupe d'achats communs de Louvain-la-Neuve: convivialité et engagement », in G. Pleyers (ed.), *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire* : 91-110. Paris : Desclée de Brouwer.
- JACKSON P., WARD N., RUSSELL P., 2008. Moral economies of food and geographies of responsibility. *Transactions of the Institute of British Geographer*, 34 : 12-24.
- LE BIHAN G., RICHARD C., KIEFFER M., 2012. *Fruits et légumes pour tous. Recueil d'expériences favorisant l'approvisionnement et la consommation de fruits et légumes des bénéficiaires de l'aide alimentaire*. Montpellier : Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé Languedoc-Roussillon (IREPS-LR). [En ligne] URL : http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/0/40/54/12/2014/F-L_final_0314.pdf Consulté le 19 octobre 2015.
- LAISNEY, C., 2013. « Les différences sociales en matières d'alimentation ». *Centre d'études et de prospectives, analyse*, 64 : 4 p. [En ligne] URL : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/analyse641310.pdf> Consulté le 24 janvier 2017.
- LE COQ M-P., 2013. *Le développement de la solidarité alimentaire dans les Côtes D'Armor, Proposition d'une alternative à l'aide alimentaire pour une égalité devant l'accès aux produits de qualité et de proximité*. Mémoire de Master 2 GEOGRAM. Orléans : Université.
- LE VELLY R., PATUREL D., 2013. « Des circuits courts pour l'aide alimentaire ? Hybridation de régulations dans un marché expérimental en Languedoc-Roussillon », *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement*. 94-4 : 443-465.
- LOISEL J-P., FRANCOIS M., CHIFFOLEAU Y., HÉRAULT-FOURNIER C., SIRIEIX L., COSTA S., 2014. *La consommation alimentaire en circuits courts : enquête nationale*. Paris : GRET. [En ligne] URL :

- alpes.synagri.com/synagri/pj.nsf/TECHPJPARCLEF/14868/\$File/CODIA%20Etude%20nat%20conso%20CC.pdf?OpenElement_Consulté le 14 octobre 2015.
- MANZON E., 2012. « Le PNA et l'accès de tous à une bonne alimentation : exemples d'action en Rhône-Alpes », *POUR*, 215-216 : 305-312.
 - MUNDLER P., 2013. « Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? Une analyse des prix dans sept AMAP de la Région Rhône-Alpes », *Économie rurale*, 336 : 3-19.
 - PATUREL D., MARAJO-PETITZON E., CHIFFOLEAU Y., 2015. « La précarité alimentaire des agriculteurs », *POUR*, 225-1 : 77-81.
 - PATUREL D., 2013. *Aide alimentaire et accès à l'alimentation*. Montpellier : INRA, UMR Innovation. [En ligne] URL : <http://www.les-seminaires.eu/aide-alimentaire-et-acces-a-lalimentation> Consulté le 3 novembre 2015.
 - PATUREL D., 2012 « Un hiver pas comme les autres », *POUR*, 215-216 : 285-293.
 - PATUREL D., 2010 (a). « Alimentation et lien social : les circuits courts comme alternative ? », *Revue Economique et Sociale*, 68-4 : 41-43.
 - PATUREL D., 2010 (b). « Circuits courts et équité sociale », *Revue Economique et Sociale*, 68-4 : 61-70.
 - PADDEU F., 2012. « L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole new-yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale », *Vertigo*, 12-2. [En ligne] URL : <http://vertigo.revues.org/12686>. Consulté le 12 décembre 2015.
 - PLEYERS G. (ed.), 2011. *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*. Paris : Desclée de Brouwer.
 - POULAIN J.-P., 2002. *Sociologies de l'alimentation*. Paris : PUF.
 - POURIAS J., DANIEL A.-C., AUBRY C., 2012. « La fonction alimentaire des jardins associatifs urbains en question », *POUR*, 215-216 : 333-347.
 - PURSEIGLE F., 2005. « Le monde paysan et les sources chrétiennes de la solidarité internationale », in E. Agrikoliansky, O. Fillieule et N. Mayer (ed.), *L'Altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause* : 75-97. Paris, Flammarion.
 - PURSEIGLE F. 2004. *Les Sillons de l'engagement : jeunes agriculteurs et action collective*. Paris : L'Harmattan.
 - RESEAU RURAL FRANÇAIS (RRF), 2010. *Circuits courts et cohésion sociale. Capitalisation et Analyse d'expériences conduites sur les territoires ruraux et périurbains*. Paris : Groupe de Travail Thématique « Alimentation agriculture ». [En ligne] URL : http://www.reseaurural.fr/files/contenus/2173/circuits_courts_syntheseannexes_110114.pdf Consulté le 14 octobre 2015.
 - RENTING H., SCHERMER M., ROSSI A., 2012. "Building food democracy: exploring civic food networks and newly emerging forms of food citizenship". *International Journal of sociology of agriculture and food*, 19-3 : 289-307.
 - RICHARD F., CHEVALLIER M., DELLIER J., LAGARDE V., 2014. « Circuits courts agroalimentaires de proximité en Limousin : performance économique et processus de gentrification rurale », *Norois*, 230-1 : 21-39.
 - STANZIANI A. (ed.), 2004. *La qualité des produits en France, XVIII^e-XX^e siècle*. Paris : Belin
 - TOURET C., FOURNIER Q., LABRIET J., 2011. *Circuits de proximité à dimension sociale en Agriculture Biologique. Recueil d'expériences innovantes*. Paris : Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB). [En ligne] URL : <http://www.fnab.org/images/files/Se%20former%20s%20informer/Nos%20publications/Recueil-CPAB.pdf> Consulté le 14 octobre 2015.